



Pour le retrait de la loi Travail **GRÈVE GÉNÉRALE LE 31 MARS ET APRÈS ON CONTINUE**

RENAULT TRUCKS

30 mars 2016

Le gouvernement a présenté une nouvelle version du projet de loi Travail, mais pratiquement rien de fondamental n'a été modifié. Surtout pas le cœur du projet de loi : **le renversement de la hiérarchie des normes** reste l'objectif du gouvernement.

Aujourd'hui, le Code du travail et les accords de branche priment sur les accords d'entreprise sauf si ces accords prévoient des améliorations. Demain, avec la loi Travail, ce serait l'inverse : les droits fondamentaux des salariéEs se trouveraient sous la menace d'accords d'entreprise régressifs obtenus par le chantage à l'emploi. Grâce à de tels accords, le patronat pourrait mettre en cause, encore plus facilement qu'aujourd'hui, chacune des garanties collectives arrachées depuis des dizaines d'années.

D'autre part, le projet de loi veut rendre les licenciements plus faciles, étendre la flexibilité, avec des heures supplémentaires moins bien payées. Ce serait la fin des 35 heures dans les faits. Il s'attaque même à la médecine du travail.

Ce projet, ce n'est pas seulement une série de mesures néfastes. C'est la remise en cause du principe même de la protection des salariéEs face à l'employeur.

C'est pourquoi il faut obtenir son retrait pur et simple.

La grève du 31 mars : une étape importante

Le 31 mars va permettre la jonction des salariéEs et des jeunes qui sont en lutte depuis plusieurs semaines. Les jeunes ne veulent pas de la vie pourrie que leur promettent les Valls, Hollande et Gattaz. Beaucoup se révoltent et ils ont raison.

Mais une journée de grève ne suffira pas. Il faut réfléchir dès aujourd'hui à la suite. Il faut préparer une

grève prolongée, le blocage de l'économie pour forcer le gouvernement à céder. Nous sommes des millions de travailleurs et de travailleuses à en avoir ras l'bol des guignols qui nous gouvernent et des patrons qui nous exploitent. Notre force, c'est notre nombre. Ensemble, dans la grève et dans la rue, nous pouvons faire plier n'importe quel pouvoir.

Valls-Hollande font les quatre volontés du Medef... si on disait stop ?

Le projet de loi Travail répond aux demandes du patronat. Le Medef fait mine de ne pas être content parce que quelques concessions ont été faites à Berger, de la CFDT, et aux députés socialistes contestataires. Gattaz en veut toujours plus, c'est normal : il défend ses semblables, la petite minorité de profiteurs qui s'engraissent sur notre dos et nous éreinte au travail.

Ces patrons exigent toujours plus « d'aides » et Valls leur accorde 41 milliards d'euros supplémentaires au titre du Pacte de responsabilité, pris sur le budget de l'Etat, des collectivités et de la sécurité sociale. Pendant ce temps, les services publics sont asphyxiés.

Les résultats de cette politique sont clairs : pas un emploi n'est créé mais les taux de profit remontent. Les actionnaires encaissent leurs dividendes.

Quand les patrons proclament que faciliter les licenciements les « aidera » à embaucher, qui les croira ? Quand ils demandent à ne pas être trop lourdement condamnés lorsqu'ils prononcent des licenciements abusifs, comment ne pas être scandalisés ?

Il est temps d'arrêter ce gouvernement au service du Medef !

TOUS ET TOUTES À LA MANIFESTATION JEUDI 31 MARS : À CAEN, 10H30 PLACE SAINT-PIERRE

Communiqué du NPA. Violences aveugles et barbares

Le NPA dénonce les deux attentats terroristes de Bruxelles qui ont fait au moins 34 morts et plus de 198 blessés. Il exprime sa solidarité avec les victimes, leurs proches. Cette violence qui frappe aveuglément la population est insupportable, elle indigné, révolte et crée un profond désarroi tant elle semble sans issue ni réponse. Elle vise à créer un engrenage irréversible de terreur et de violence en semant la haine et la peur. Elle prétend s'en prendre aux Etats mais ce n'est pas eux qu'elle frappe mais des individus désarmés, victimes expiatoires de crimes qu'ils n'ont pas commis.

Ces attentats étaient attendus tant l'enchaînement de violences semble inexorable. La seule réponse qu'imagine le gouvernement belge sera une escalade sécuritaire et policière. La Belgique est paralysée, l'armée et la police déployées. Ici, le ministre de l'intérieur a annoncé un renfort de 1600 policiers et gendarmes. Partout en Europe les déploiements policiers et militaires se renforcent. « Nous sommes en guerre », a répété Valls alors que Hollande appelle encore et à nouveau à l'unité nationale et que le président du groupe des socialistes à l'Assemblée nationale en profite pour relancer la polémique sur la déchéance de nationalité.

Ces ignobles attentats permettent aux Etats de justifier leur politique sécuritaire au même moment où leur Europe se hérissent de frontières pour refouler les milliers de femmes, d'hommes et d'enfants qui fuient la misère et la guerre.

Ces attentats sont aussi pour tous les xénophobes et racistes le prétexte pour déverser leur venin, attiser les haines, les peurs dont ils font eux aussi leur macabre fonds de commerce. Ceux-là s'indignent d'autant plus qu'ils veulent faire oublier leur propre responsabilité. N'est-ce pas la barbarie des guerres d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie ou d'Afrique qui ont engendré le chaos social et politique, la misère dont se nourrit Daech ?

La seule issue à cet enchaînement de violences barbares et aveugles serait de mettre fin aux interventions militaires des grandes puissances, d'accueillir les migrants, de répondre dans l'urgence à l'immense catastrophe humanitaire qui se déroule au Moyen-Orient, de respecter les droits des peuples.

Mais de cela, pour les serviteurs des banques et des multinationales qui dirigent le monde, il n'en est pas question.

Montreuil, le 22 mars 2016

Le pouvoir réprime : une véritable opération d'intimidation contre les mobilisations pour le retrait du projet de loi « travail »

Le NPA dénonce la répression violente subie par les étudiantEs et les lycéenNEs mobiliséEs dans le cadre de la lutte contre la loi Travail. Après les fermetures administratives de près d'une dizaine d'universités empêchant les étudiants de se réunir, après les violences policières et interpellations subies lors de l'occupation de Tolbiac, le gouvernement s'en est pris, mardi 22 mars à Paris, à une manifestation étudiante dénonçant ces mêmes violences. A Caen, la police est intervenue plusieurs fois contre les lycéens du lycée Jules-Verne. Plusieurs jeunes ont été interpellés.

Cette répression constitue une véritable opération d'intimidation : il s'agit de nous faire peur. Mais, au contraire, elle doit nous conforter dans notre détermination à lutter jusqu'au retrait de la loi El Khomri.

Le NPA exige l'arrêt des poursuites contre les étudiantEs et les lycéenNEs concernéEs. Le NPA exige le respect du droit de manifester, de notre droit à nous opposer à la loi Travail.

A Caen, le NPA propose à toutes les organisations ouvrières et démocratiques de se rassembler et d'agir ensemble pour faire respecter les droits démocratiques élémentaires.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, un site essentiel pour l'échange d'informations sur l'actualité des luttes.



Pour tout contact :

npacaenaglo@gmail.com

<http://www.npa2009.org/>